



**PRÉFET  
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 Léo Lagrange  
63000 Clermont-ferrand

Clermont-Ferrand, le 17/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GALVA METAUX**

18 RUE DE CHAMBUSSIERE  
ZAC Champ Lamet  
63430 Pont-Du-Château

Références : 20260213-RAP-63-0139-Insp22012026-GalvaMetaux  
Code AIOT : 0005602987

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement GALVA METAUX implanté 18 RUE DE CHAMBUSSIERE ZAC Champ Lamet 63430 Pont-du-Château. L'inspection a été annoncée le 19/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de plusieurs sanctions administratives :

- l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°20230192 du 10 février 2023, l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative n°20240277 du 8 février 2024 et l'arrêté préfectoral de liquidation partielle d'astreinte n°20241284 du 24 juillet 2024 pour la réalisation de travaux comportant le bassin de confinement des eaux d'extinction, la vanne d'isolement du réseau d'assainissement collectif, le séparateur d'hydrocarbures et le capteur en point bas de la rétention des cuves de traitement.
- l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°20240278 du 8 février 2024 pour la transmission du dossier de réexamen IED.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GALVA METAUX
- 18 RUE DE CHAMBUSSIERE ZAC Champ Lamet 63430 Pont-du-Château
- Code AIOT : 0005602987
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GALVA METAUX est spécialisée dans l'activité de galvanisation.

La galvanisation est un procédé consistant à recouvrir de zinc les pièces métalliques afin de leur assurer une protection contre la corrosion.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à sanction

**Thèmes de l'inspection :**

- IED-MTD

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Documents tenus à la disposition de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.6.1.	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	
5	Vérifications périodiques équipements protection incendie	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 8.5.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	
6	autosurveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 9.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	dossier de réexamen	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Isolement des réseaux	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.2.4.	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure
3	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.3.4.	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte
4	Rétentions et confinement :	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 8.4.1.	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure
8	interdiction du brûlage à l'air libre	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 3.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en demeure ainsi que l'astreinte administrative liées au bassin de confinement, à la vanne d'isolement, au séparateur d'hydrocarbures et au capteur de la rétention des cuves de traitement, sont levées suite à cette inspection. En revanche, la mise en demeure pour la transmission du dossier de réexamen IED n'est pas levée.

Ainsi, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées :

- le rapport de surveillance des rejets atmosphériques avant le 30 avril 2026,
- le dossier de réexamen avant le 30 septembre 2026. A ce stade, aucune nouvelle sanction administrative n'est proposée à Madame la Préfète compte tenu de l'avancement du dossier. Cette position pourra être révisée à l'issue de l'échéance du 30 septembre 2026.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Documents tenus à la disposition de l'inspection**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.6.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Documents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16/05/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(ent) été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 03/10/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les plans tenus à jour(...)</li> </ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un plan datant de novembre 2021 qui est non actualisé car il manque les derniers travaux, à savoir le bassin de confinement et les équipements associés. Il a indiqué que son architecte avait depuis fermé son activité suite à un dépôt de bilan.</p> <p>L'exploitant a indiqué également avoir entrepris des travaux avec son voisin, Player 63 Indoor Sport Café, pour installer une clôture mitoyenne en limite de leur propriété (muret + clôture).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit actualiser les plans du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

## N° 2 : Isolement des réseaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.2.4.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16/05/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 03/10/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées confirme la présence de la vanne d'isolement du bassin de confinement. Elle est située dans un regard en sortie du bassin à l'extérieur du site.</p> <p>Cf. 4 photographies en pièce jointe qui présentent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le bassin de confinement,</li> <li>- la surverse en point haut qui rejoint le réseau communal,</li> <li>- la descente de la surverse au regard extérieur,</li> <li>- le regard extérieur avec la vanne d'isolement.</li> </ul> <p>Cette prescription a fait l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n°20230192 du 10 février 2023,</li> <li>- d'un arrêté préfectoral d'astreinte administrative n°20240277 du 8 février 2024 et</li> <li>- d'un arrêté préfectoral de liquidation partielle d'astreinte n°20241284 du 24 juillet 2024.</li> </ul> <p><b>CONFORME</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure</p>

**N° 3 : Gestion des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.3.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Séparateur d'hydrocarbures
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 16/05/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 03/10/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection des installations classées confirme la présence du séparateur d'hydrocarbures en amont du bassin de confinement.</p> <p>Cf. 2 photographies en pièce jointe qui présentent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le trou d'homme du séparateur d'hydrocarbures,</li><li>- le point de rejet du séparateur d'hydrocarbures dans le bassin de confinement.</li></ul> <p>Cette prescription a fait l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n°20230192 du 10 février 2023,</li><li>- d'un arrêté préfectoral d'astreinte administrative n°20240277 du 8 février 2024 et</li><li>- d'un arrêté préfectoral de liquidation partielle d'astreinte n°20241284 du 24 juillet 2024.</li></ul> <p><b>CONFORME</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte

**N° 4 : Rétentions et confinement :**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 8.4.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions/Confinement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 16/05/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 03/10/2024</li></ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. ... Les capacités de rétention de plus de 1000 L sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux....</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par un bassin d'un volume minimum de 210 m<sup>3</sup>.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Pour la partie rétention des cuves de traitement :</u></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que l'alarme de la rétention était bien en marche lors de la visite et que le capteur de l'alarme était positionné à quelques centimètres du fond de la rétention. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il est de sa responsabilité de maintenir et vérifier le bon état et le bon fonctionnement de cette installation.</p> <p><u>Pour la partie confinement :</u></p> <p>L'inspection des installations classées confirme la présence du bassin de confinement, de la vanne d'isolement et du séparateur d'hydrocarbures dont des photographies sont annexées aux constats 2 et 3.</p> <p>Ces prescriptions ont fait l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n°20230192 du 10 février 2023,</li> <li>- d'un arrêté préfectoral d'astreinte administrative n°20240277 du 8 février 2024 et</li> <li>- d'un arrêté préfectoral de liquidation partielle d'astreinte n°20241284 du 24 juillet 2024.</li> </ul> <p><b>CONFORME</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure</p>

#### N° 5 : Vérifications périodiques équipements protection incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 8.5.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, protection incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16/05/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 03/10/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>

<b>Constats :</b>
<p>L'exploitant a montré en séance son registre de sécurité où l'inspection des installations classées a relevé la date de réalisation des contrôles périodiques effectués. Il a été constaté parmi les vérifications :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- contrôle des extincteurs le 16 janvier 2025 par la société ESI Extincteurs,</li> <li>- contrôle des installations électriques (Q18 et Q19) en avril 2025 par la société SOCOTEC.</li> </ul> <p>Le suivi des suites à donner à ces vérifications n'a pas été vérifié par l'inspection des installations classées.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>L'exploitant doit transmettre le dernier rapport de contrôle annuel des installations électriques (à savoir les rapports Q18 et Q19) ainsi que les actions menées pour lever les éventuelles observations liées à ce contrôle.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

#### N° 6 : autosurveillance des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16/05/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 03/10/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les fréquences minimales de mesure des paramètres repris au chapitre 3.2 sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conduit N° A1 : Annuelle</li> <li>- Conduit N° A2 : Annuelle</li> <li>- Conduit N° A3 : Trimestrielle</li> </ul>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a indiqué que le rapport de surveillance des rejets atmosphériques a été demandé par le bureau d'étude mandaté pour la réalisation du dossier de réexamen. L'exploitant a donc présenté en séance :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un devis du bureau d'étude Bureau Veritas daté du 1er octobre 2025 pour un montant de 5396,00 € pour la réalisation d'une campagne de mesure sur les rejets atmosphériques du site,</li> <li>- un courriel indiquant une intervention programmée les 2 et 3 mars 2026 avec ce prestataire.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>L'exploitant doit transmettre le rapport de surveillance rejets atmosphériques <u>avant le 30 avril 2026</u>.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 7 : dossier de réexamen**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, transmission du dossier de réexamen
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 16/05/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 03/09/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3230 relative à la galvanisation et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives à la transformation des métaux ferreux (BREF FMP). Conformément à l'article R. 515-71 du Code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.</p>
<b>Constats :</b> <p>La commande pour le dossier de réexamen a été réceptionnée le 10 janvier 2025 par le bureau d'étude Bureau Veritas. Le planning de charge n'a pas permis un démarrage de la mission avant le 24 septembre 2025 avec une visite de site. Une demande d'informations complémentaire a été adressée à l'exploitant le 6 octobre 2025, puis relancée le 8 décembre 2025. Un certain nombre de données a été réceptionné par le bureau d'étude au 13 février 2026 mais pas la totalité. Un délai jusqu'au 30 septembre 2026 est accordé à l'exploitant pour la finalisation et la transmission du dossier de réexamen.</p> <p>Cette prescription a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n°20240278 du 8 février 2024. A ce stade, aucune nouvelle sanction administrative n'est proposée à Madame la Préfète compte tenu de l'avancement du dossier. Cette position pourra être révisée à l'issue de l'échéance du 30 septembre 2026.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p><b>Le dossier de réexamen doit être constitué et transmis à la préfète conformément à l'article R.515-71 du code de l'environnement <u>avant le 30 septembre 2026.</u></b> <b>Cette position pourra être révisée à l'issue de l'échéance du 30 septembre 2026.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 8 : interdiction du brûlage à l'air libre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 16/05/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 03/08/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection des installations classées a constaté que l'aire de brûlage n'existe plus. La zone est dédiée au regroupement de fûts de déchets de zinc avant évacuation pour valorisation. Cf. la photographie en pièce jointe.</p> <p><b><u>CONFORME</u></b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## Planche photographique associée à la visite d'inspection

### N°2 : Isolement des réseaux



*Bassin de confinement*



*Bassin de confinement + surverse en point haut*



*Descente de la surverse au regard extérieur*



*Regard extérieur avec la vanne d'isolement*

N°3 : Gestion des eaux pluviales



*Trous d'homme du séparateur d'hydrocarbures*



*Point de rejet du séparateur d'hydrocarbures dans le bassin de confinement*

N°8 : interdiction du brûlage à l'air libre

